



DECLARATION CGT CSEC 22 AVRIL

Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie du COVID 19, le confinement, et donc la fermeture des magasins ont été prolongés par l'autorité publique afin de protéger la santé des salariés et de leur entourage.

Au cours des dernières semaines, le gouvernement a complété son dispositif de soutien aux entreprises qui sont désormais, exonérées des cotisations sociales et fiscales sur le reliquat des 16% du salaire net non couvert par le chômage partiel.

Fin Mars, suite à une pression médiatique exercée par la CGT, Enrique Martinez avait consenti au versement d'une rémunération à 100%, l'accompagnant cependant d'une mention restrictive « dans un premier temps ».

Alors qu'il s'agit de la reconduite du dispositif de chômage partiel, la CGT déplore être consultée sur un dossier toujours aussi vide d'informations.

Au 22^{ème} jour du mois, la CGT est scandalisée que les salariés soient encore laissés dans l'expectative sur le montant de leur paie d'Avril. Comment la direction peut-elle se permettre de traiter ainsi ses salariés, sans qui, la puissance de ce groupe ne serait pas la sienne ? Cette incertitude pécuniaire, et les situations de précarité qu'elle engendre, sont inacceptables pour une société se déclarant socialement responsable.

Pire, la direction a entamé une négociation avec un chantage à la rémunération, en la conditionnant à une remise en cause d'acquis sociaux. Les salariés n'ont pas à payer un tribut aussi lourd dans une crise dont ils ne sont absolument pas responsables et dont ils subissent déjà l'impact économique.

Depuis, le Groupe Fnac- Darty a obtenu une aide considérable avec un prêt de 500 millions, dont 70% garantis par l'état, rendant encore plus indécent ce marchandage

Plus que jamais, la CGT exige la prise en charge à 100% de leur rémunération à partir du moment où le dispositif d'activité partielle est mis à contribution